



LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DU QUÉBEC

Présenté au colloque « Le Québec en récession :
les enjeux de finances publiques »

Le 24 novembre 2009

SECTEUR DE LA POLITIQUE
BUDGÉTAIRE ET DE L'ÉCONOMIQUE

Finances
Québec 



Table des matières

1. La situation économique
2. Le cadre financier
3. Le plan de retour à l'équilibre budgétaire

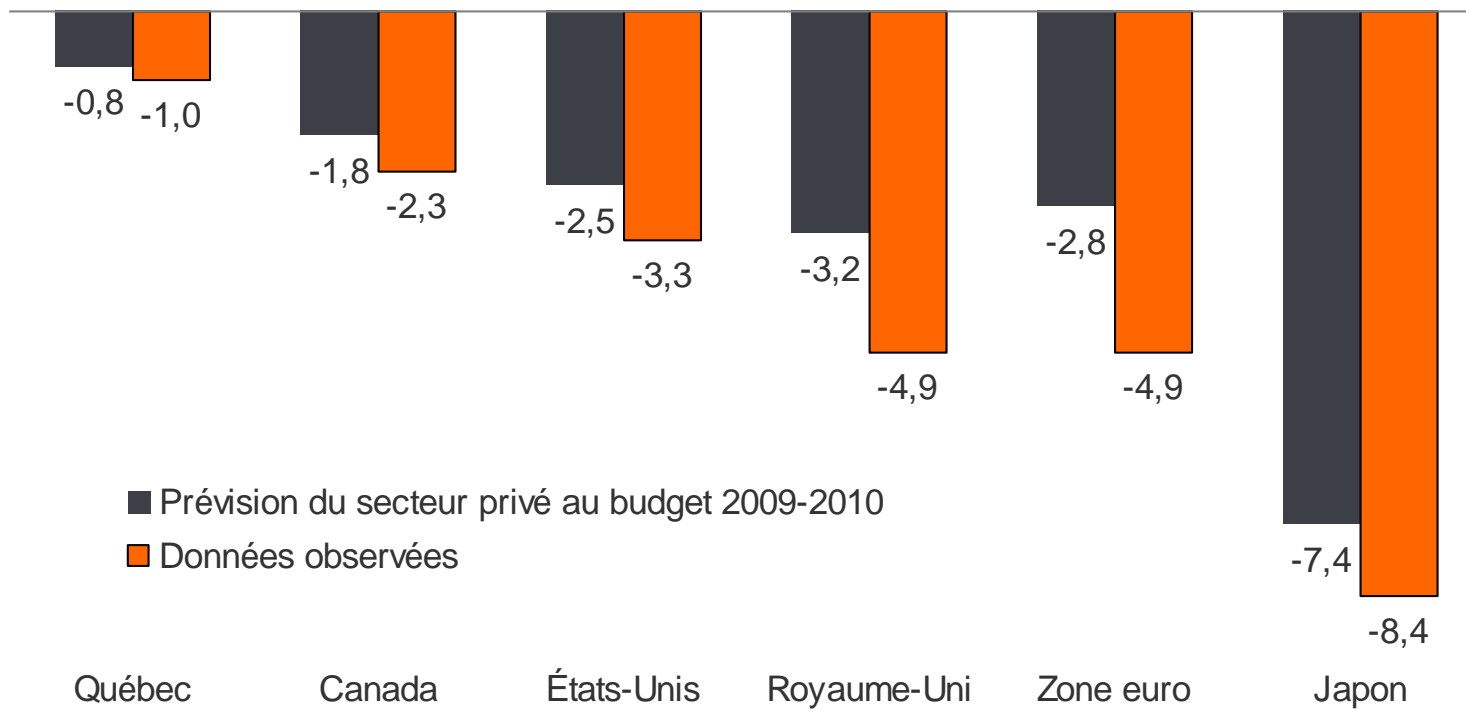


La situation économique

Économie mondiale : un recul plus prononcé que prévu en début d'année

Croissance économique dans certains pays industrialisés au premier trimestre de 2009

(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)

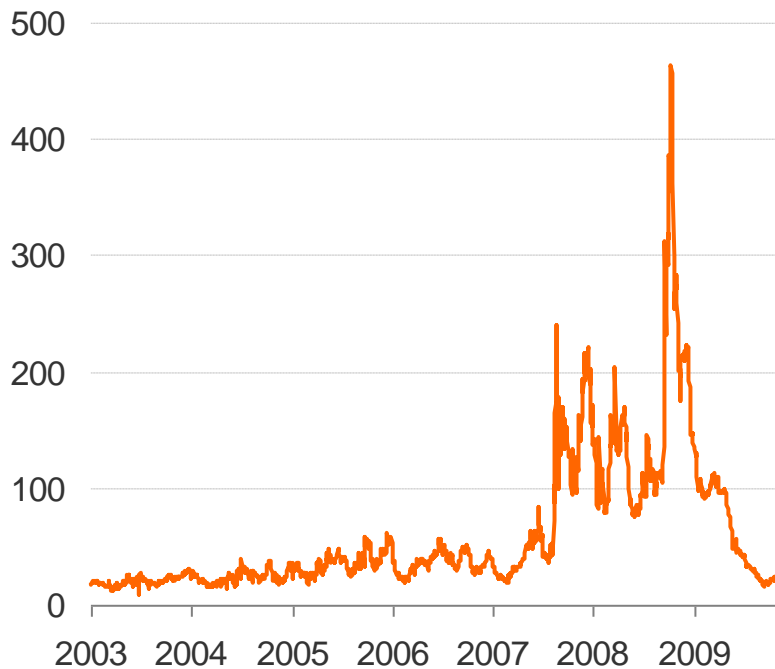


■ Prévision du secteur privé au budget 2009-2010
■ Données observées

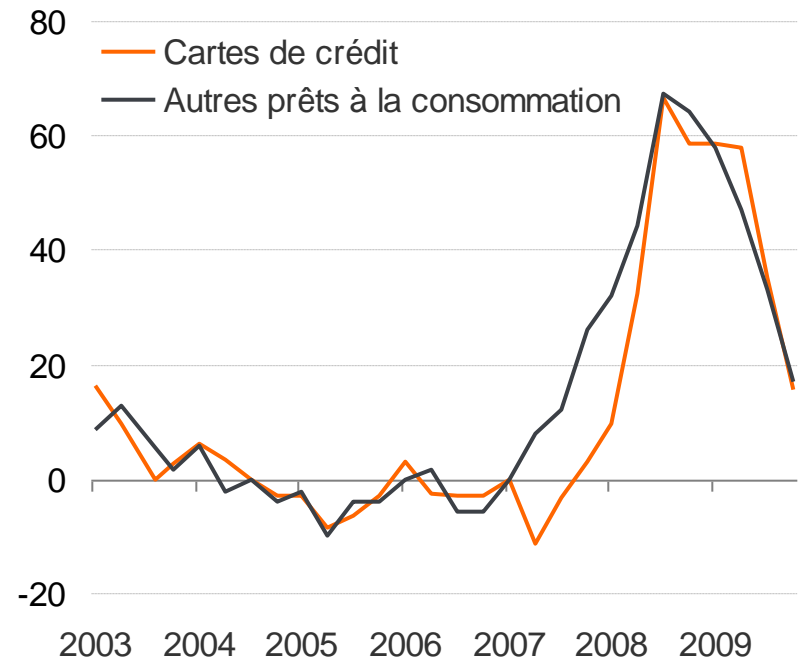
Économie mondiale : les tensions sur les marchés financiers s'atténuent



Écart de rendement sur le marché interbancaire – États-Unis
(en points de base)



Pourcentage des banques resserrant leurs conditions d'octroi de prêts – États-Unis
(en pourcentage)

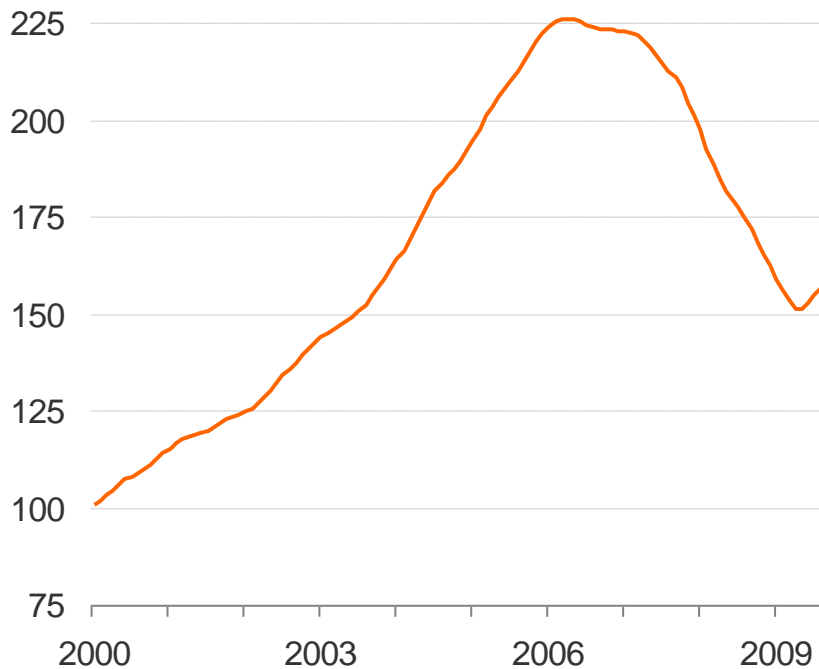


Économie mondiale : le marché immobilier résidentiel se stabilise aux États-Unis



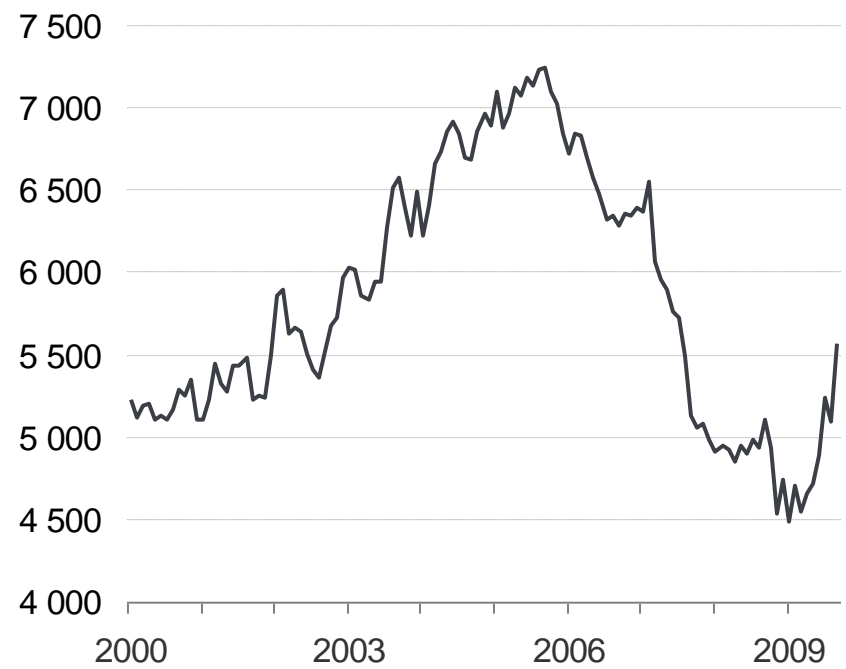
Prix moyen des maisons aux États-Unis

(indice, année 2000=100)



Ventes de maisons existantes aux États-Unis

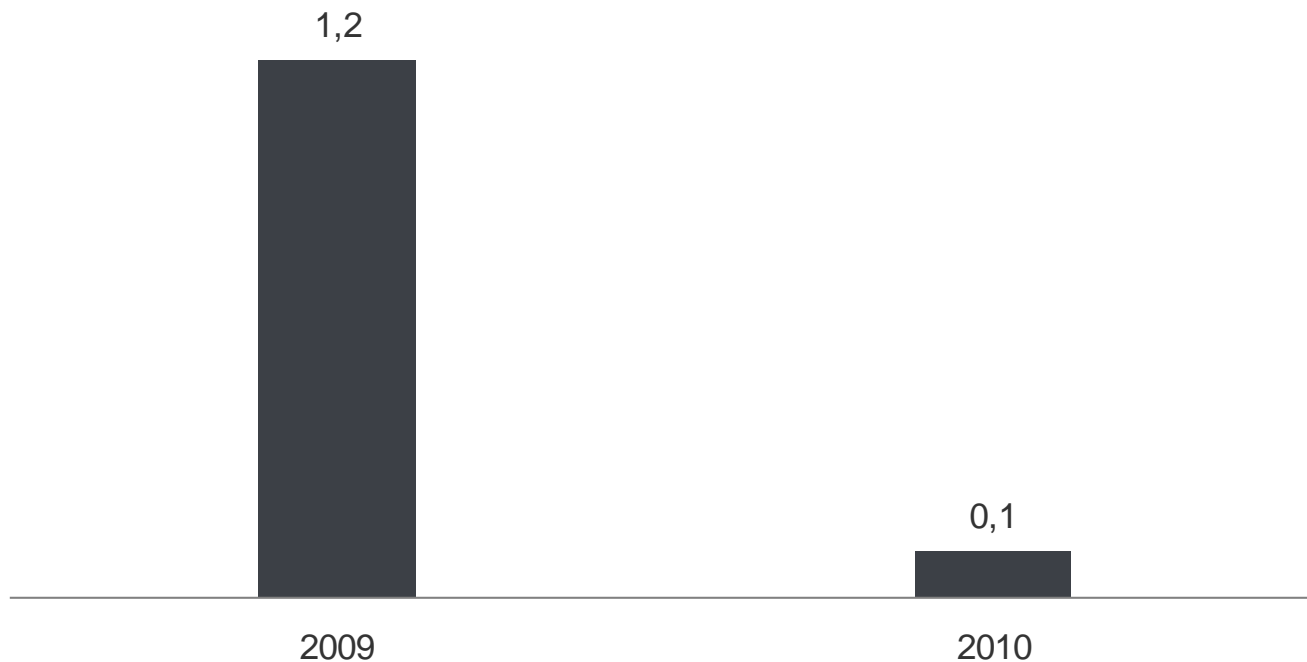
(en milliers d'unités)



Économie mondiale : les multiples plans de relance portent fruit

Impact minimal sur la croissance économique des stimuli fiscaux dans les pays du G-20 selon le FMI

(en points de pourcentage)

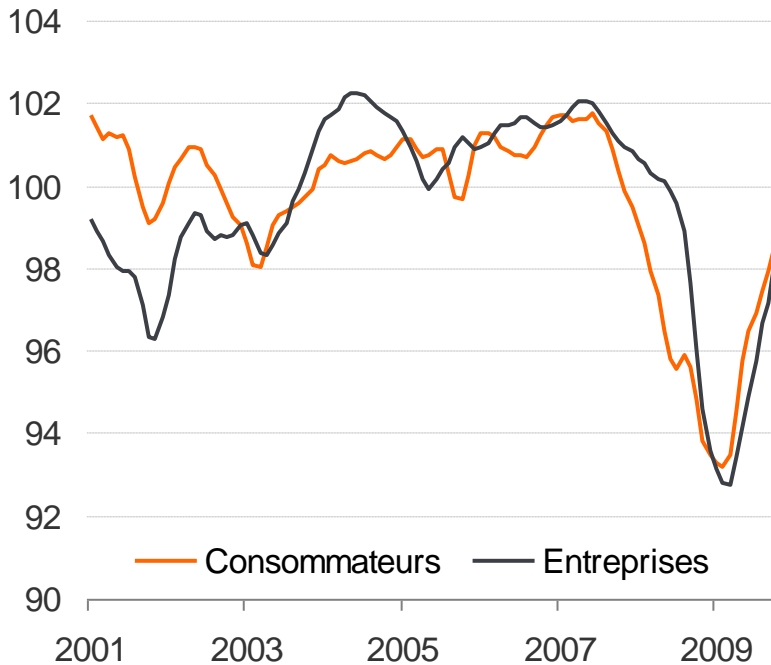


Économie mondiale : des signes d'amélioration sont actuellement visibles



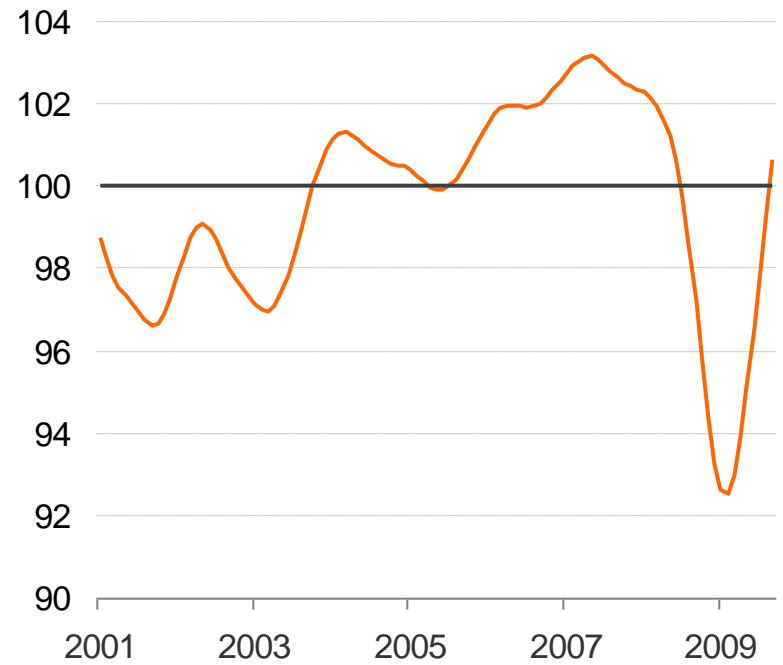
Indice de confiance des consommateurs et des entreprises pour la zone OCDE

(indice)



Indicateur composite avancé pour la zone OCDE

(moyenne de long terme = 100)



Finances

Québec



Économie mondiale : en 2009 et 2010

Perspectives de croissance économique dans le monde

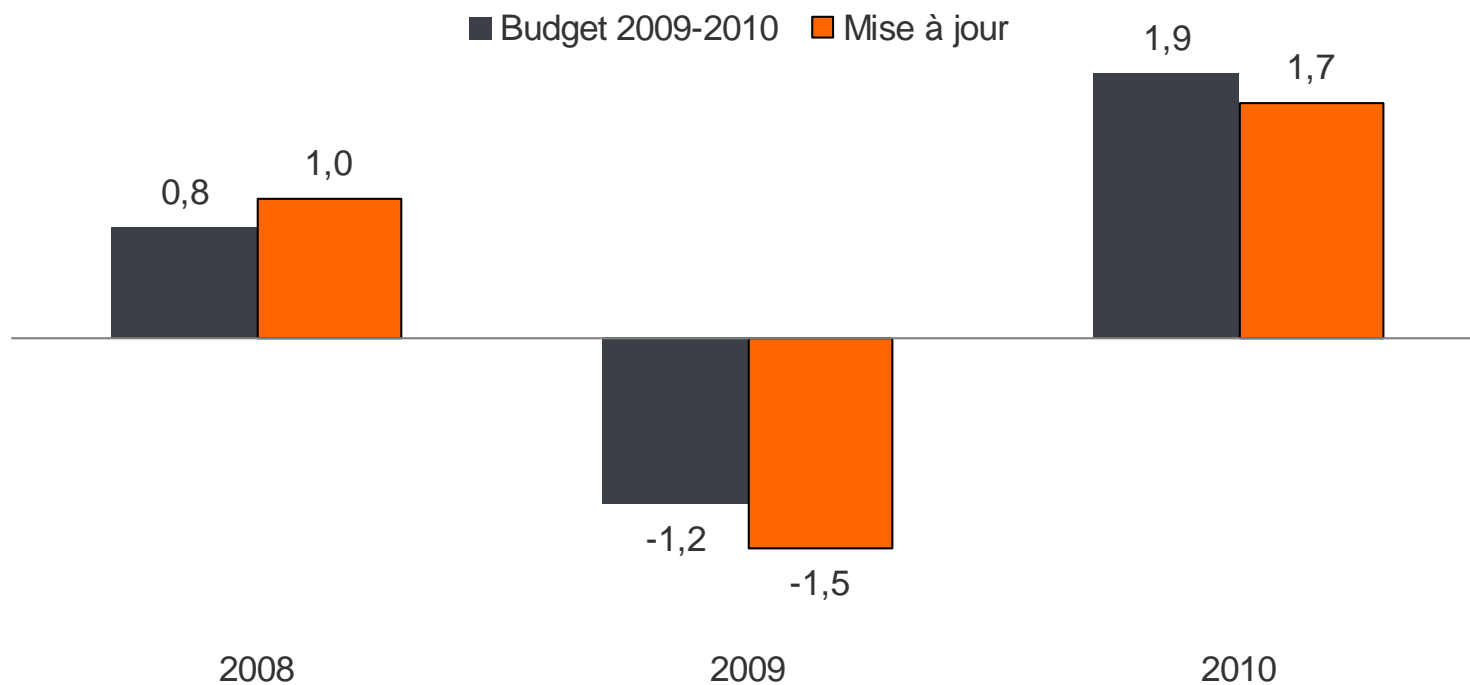
(PIB réel en pourcentage)

	Poids	2009	2010
Monde	100,0	-1,3	3,3
Canada	1,9	-2,3	2,0
États-Unis	20,6	-2,6	2,0
Zone euro	15,7	-3,9	0,8
Japon	6,3	-6,1	1,0
Chine	11,4	8,1	10,1

Au Québec, perspectives depuis le budget 2009-2010

Croissance économique au Québec

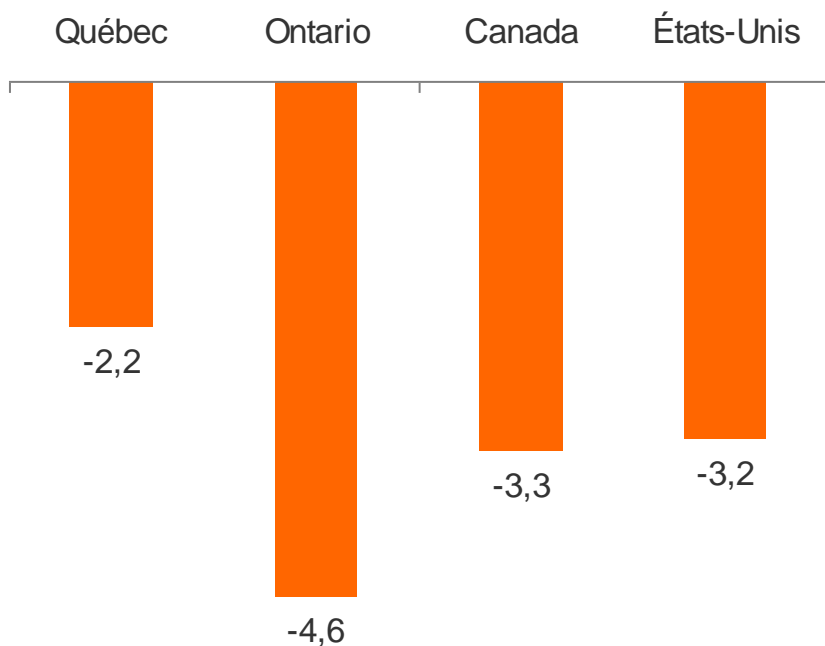
(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



Le Québec s'en tire mieux que ses partenaires commerciaux

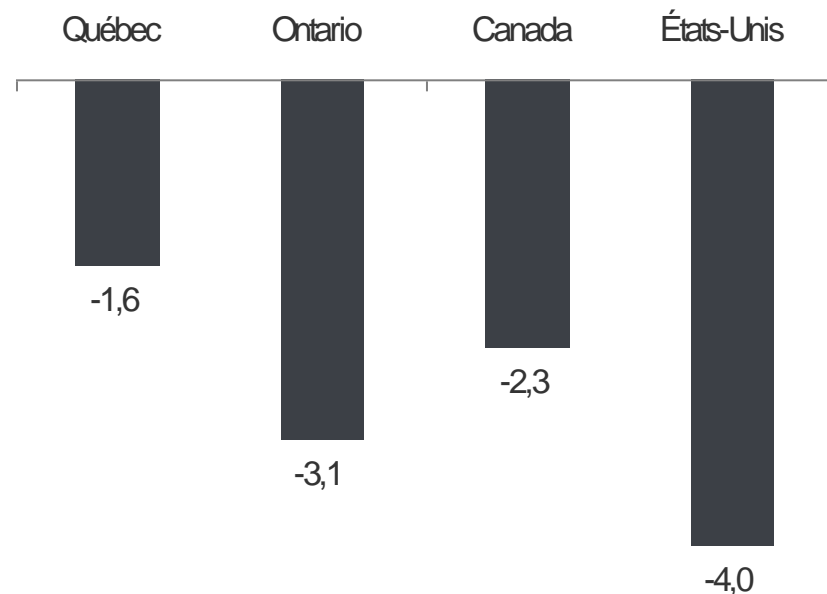
Évolution de la production entre le troisième trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009

(PIB réel, variation en pourcentage)



Évolution de l'emploi entre octobre 2008 et octobre 2009

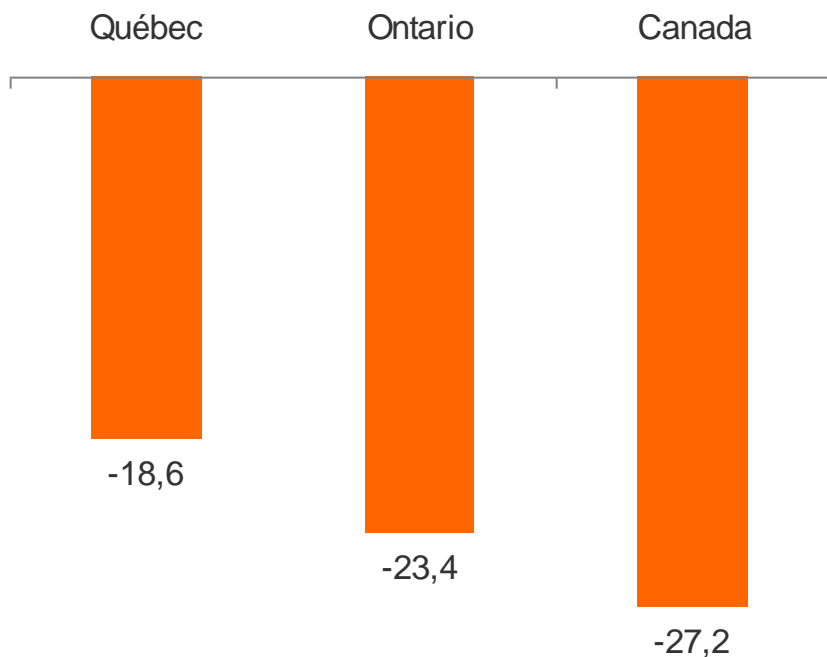
(variation en pourcentage)



Un recul des exportations internationales du Québec moins accentué que dans l'ensemble du Canada

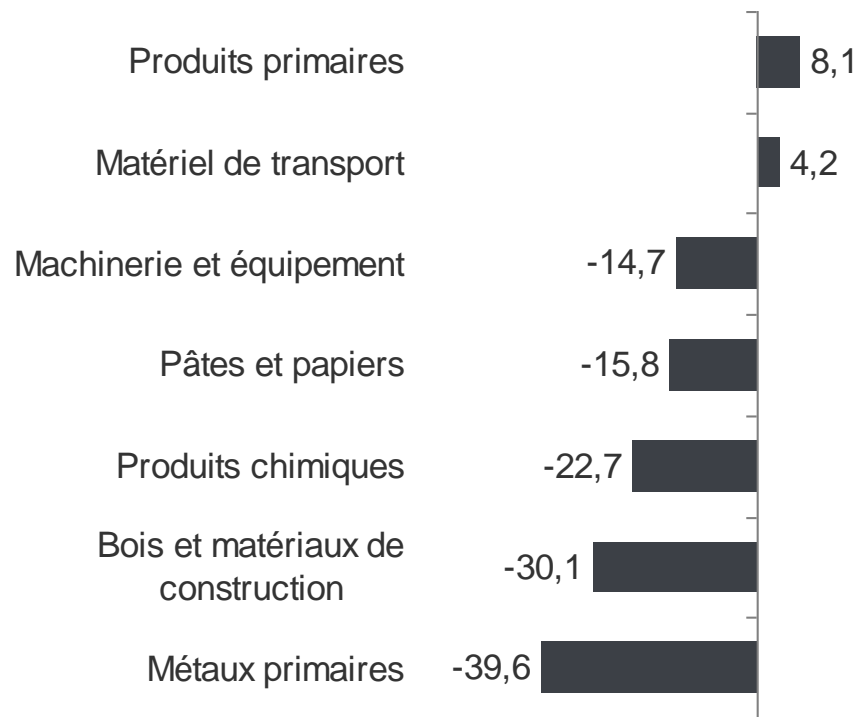
Évolution des exportations internationales en 2009

(variation en pourcentage, en termes nominaux)



Exportations internationales du Québec pour certains biens en 2009

(variation en pourcentage, en termes nominaux)



Finances

Québec

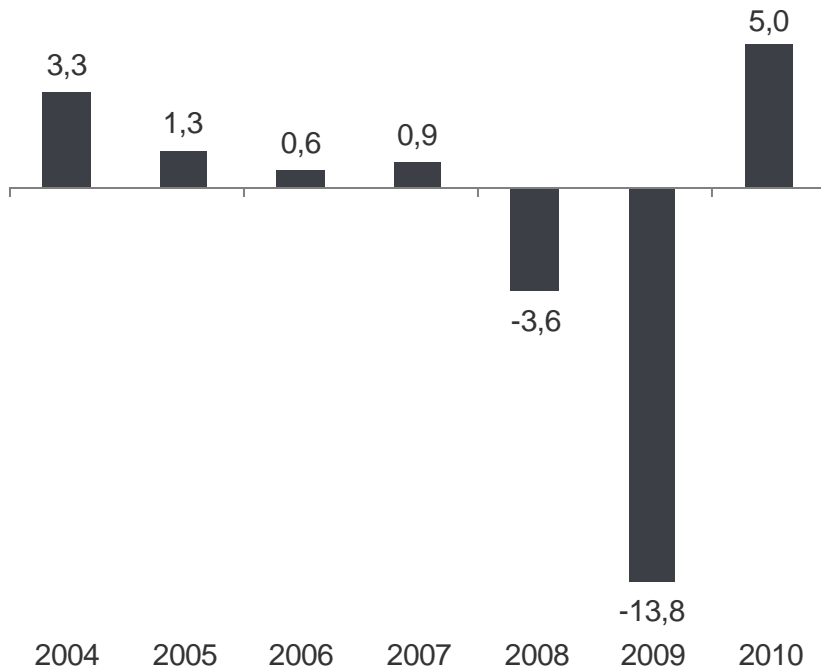


Exportations internationales du Québec



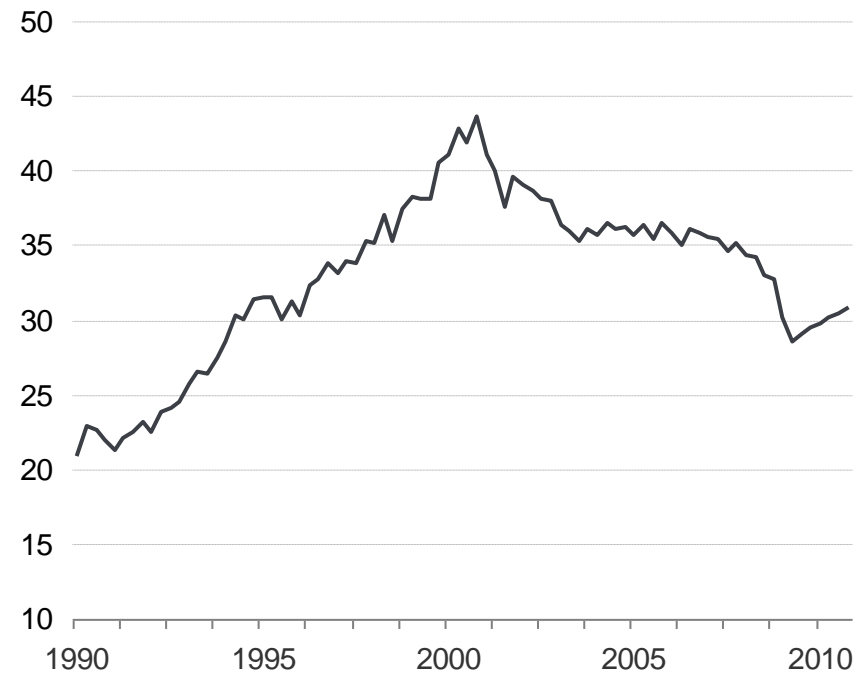
Exportations internationales du Québec

(variation en pourcentage, en termes réels)



Importance des exportations internationales du Québec

(en pourcentage du PIB réel)



Production manufacturière : Aérospatiale et automobile

Part et croissance

(en pourcentage, en termes réels)

	Québec			Canada		
	Part de la production	Croissance		Part de la production	Croissance	
		2008	2009 ⁽¹⁾		2008	2009 ⁽²⁾
Secteur manufacturier						
- Aérospatiale et pièces	11,2	13,9	1,0	4,4	9,9	-0,1
- Automobiles et pièces	—	—	—	10,4	-22,4	-40,2
- Autres	88,8	-4,3	-10,9	85,2	-3,9	-11,6
Total	100,0	-2,6	-9,6	100,0	-5,7	-14,2

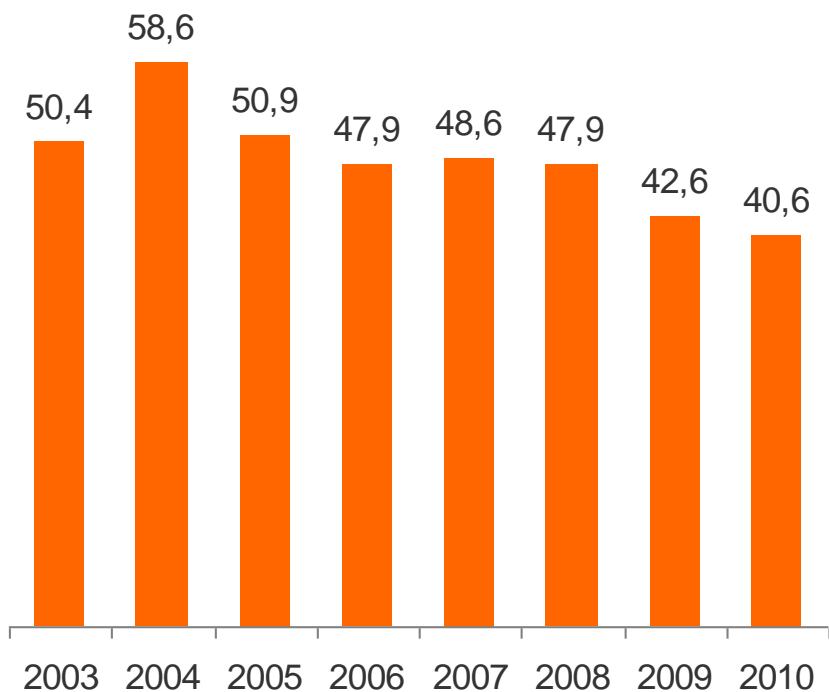
(1) Cumulatif pour les sept premiers mois de 2009 comparativement à la même période de l'année précédente.

(2) Cumulatif pour les huit premiers mois de 2009 comparativement à la même période de l'année précédente.

Mises en chantier : recul moins prononcé

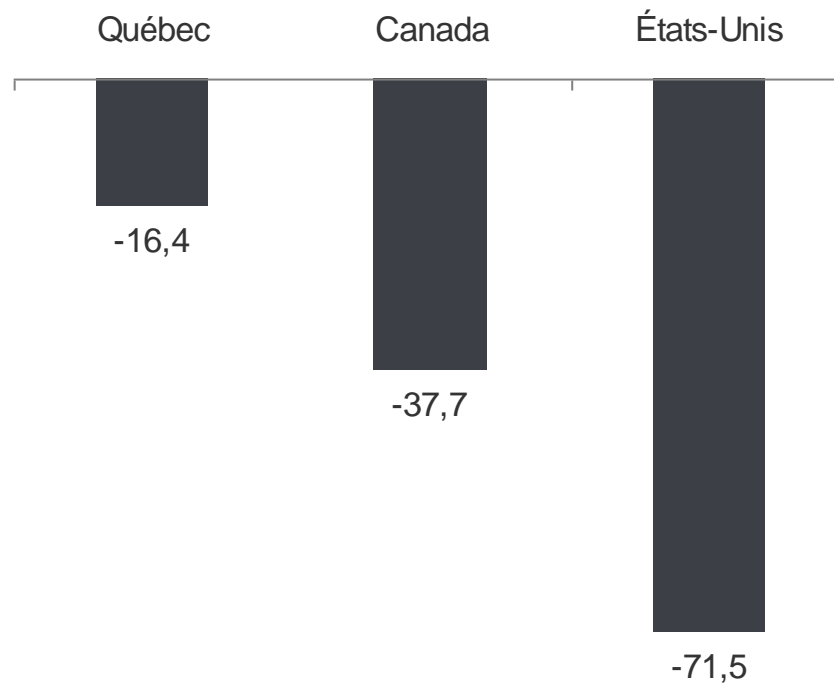
Mises en chantier au Québec

(en milliers d'unités)



Évolution des mises en chantier entre 2005 et 2009

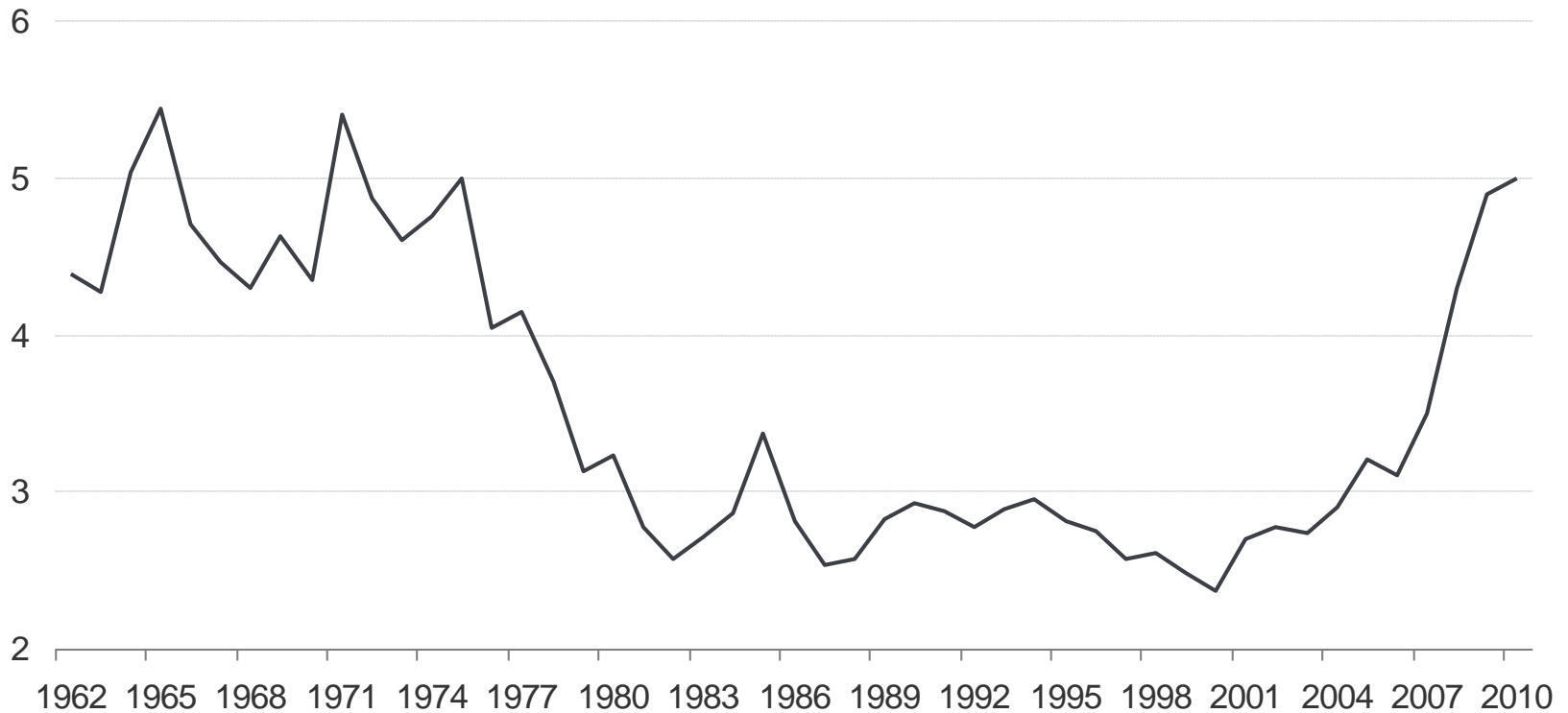
(variation cumulative en pourcentage)





Investissements records en infrastructures publiques

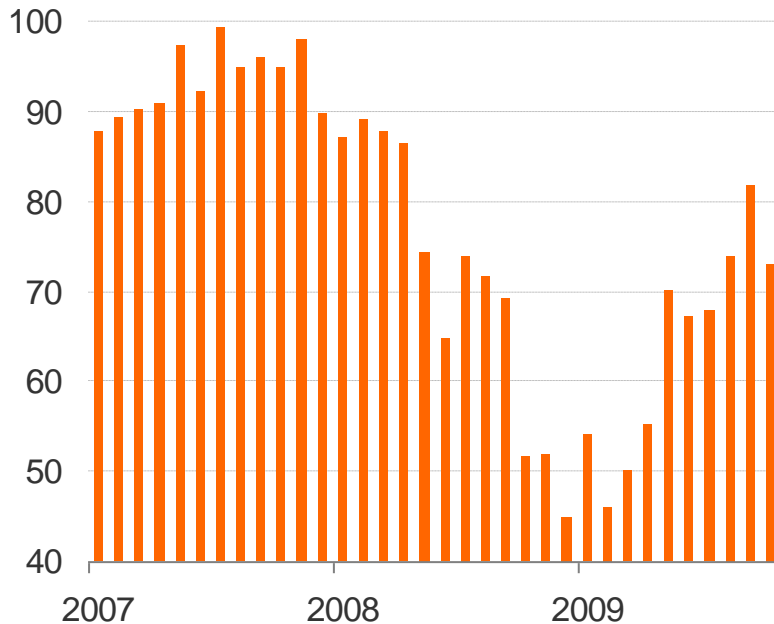
Investissements des gouvernements au Québec
(en pourcentage du PIB)



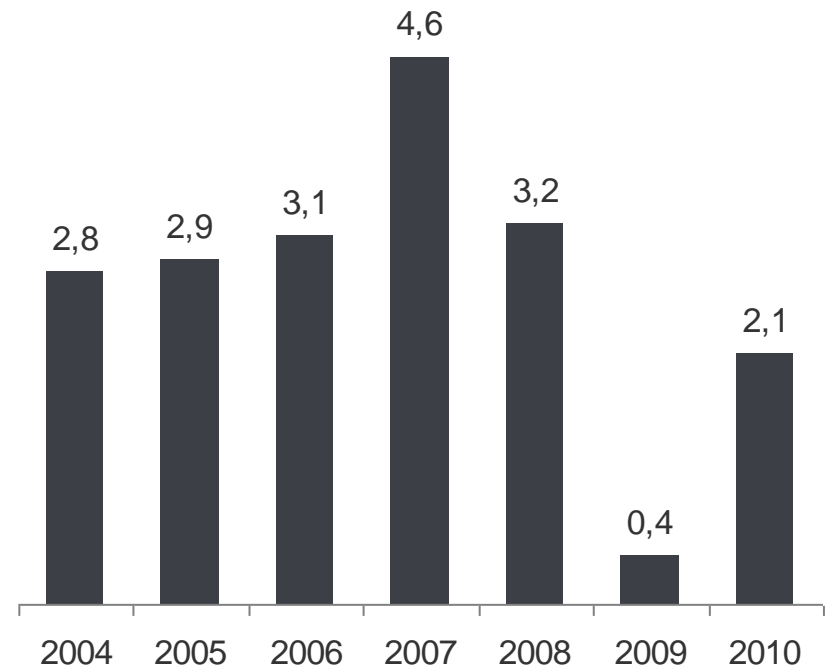
Regain de confiance des ménages et de la consommation



Confiance des consommateurs au Québec (indice)



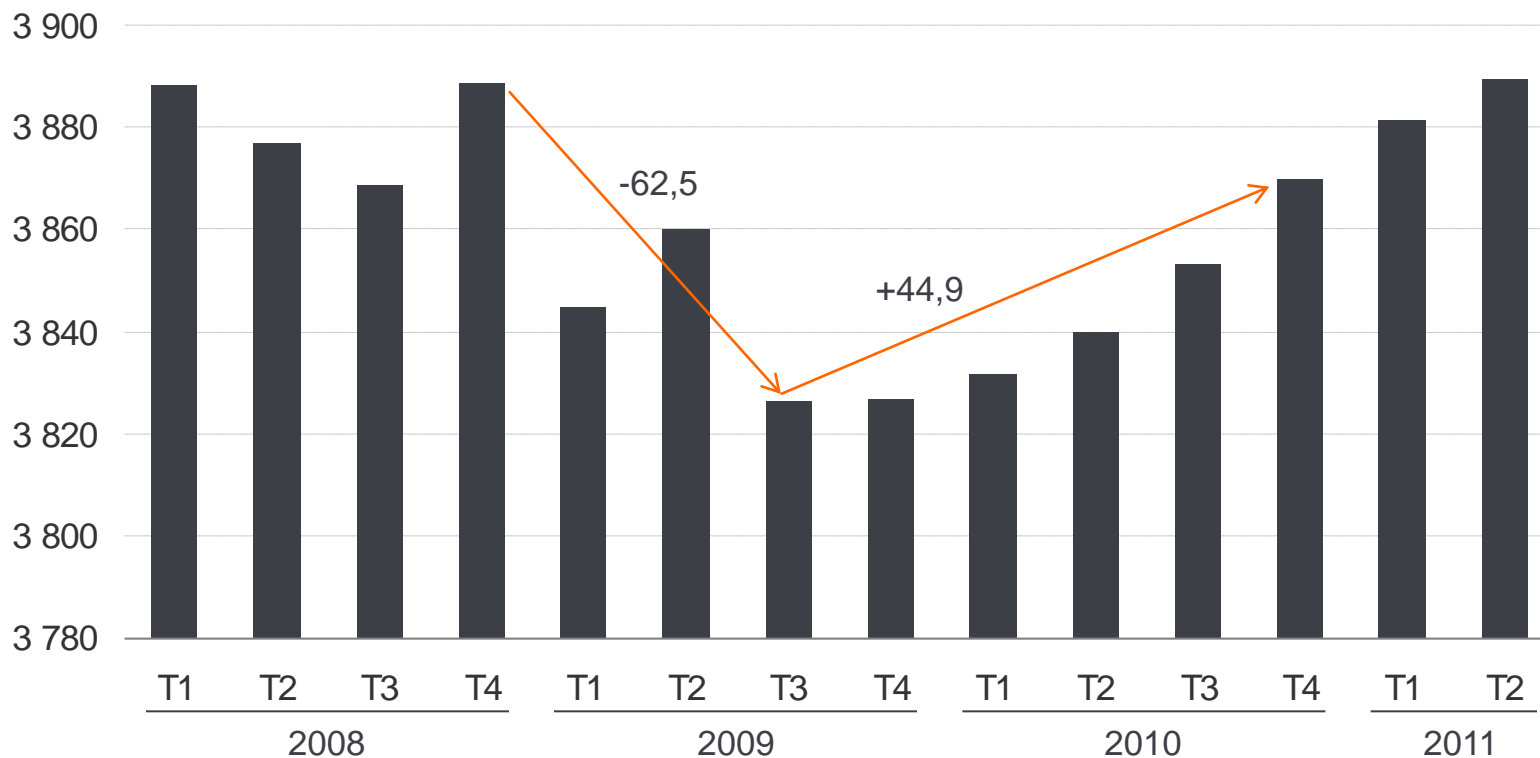
Dépenses personnelles des ménages au Québec (variation en pourcentage, en termes réels)



Marché du travail au Québec

Évolution de l'emploi au Québec

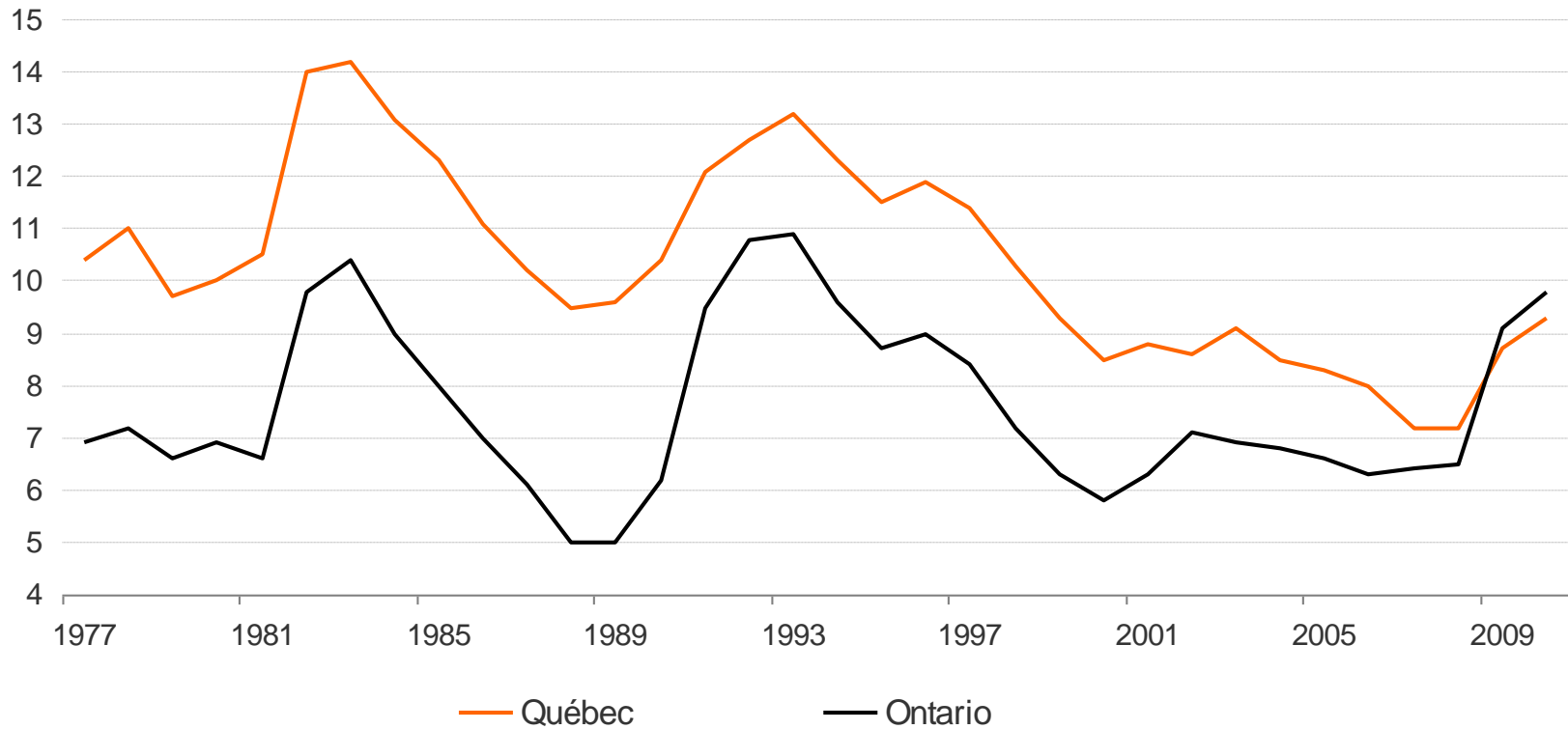
(en milliers d'unités)



Taux de chômage au Québec



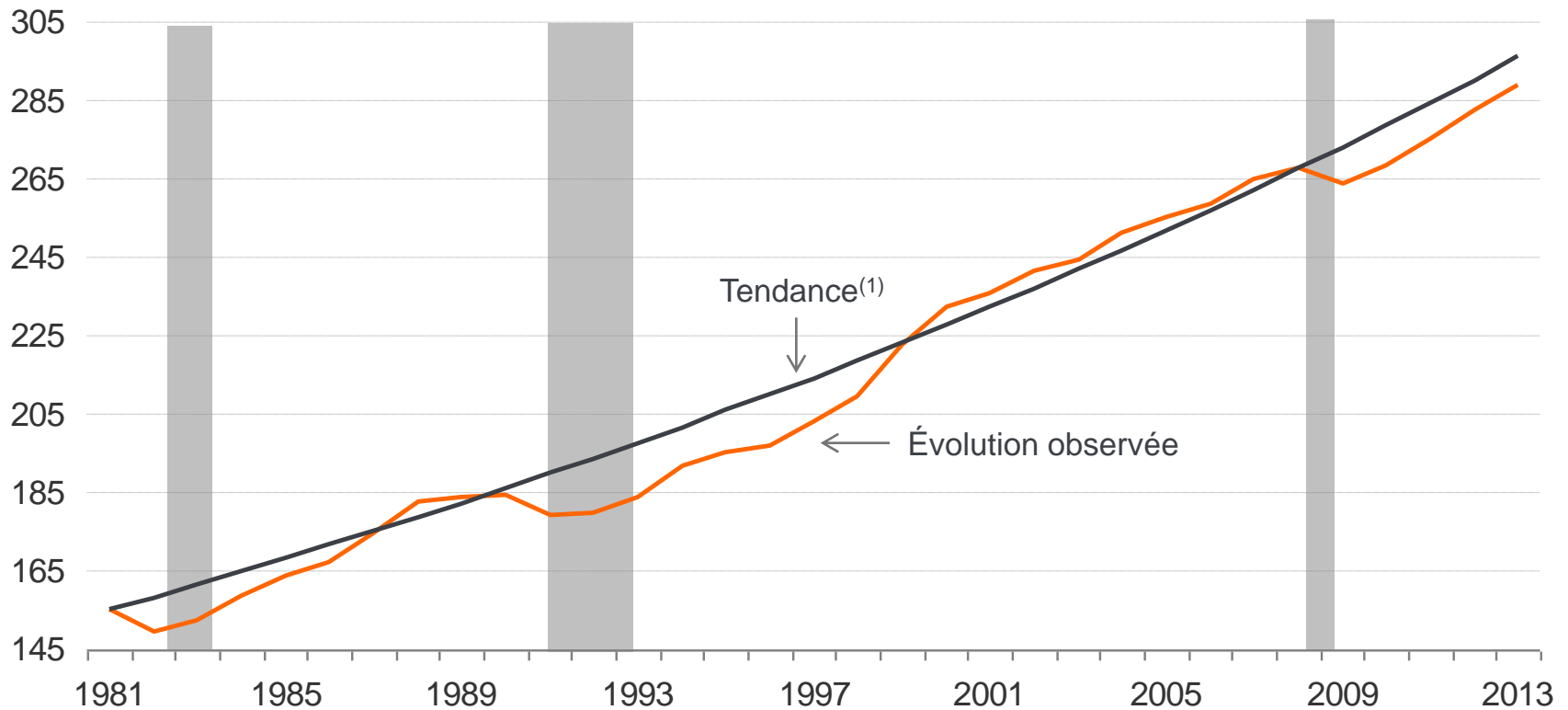
Taux de chômage
(en pourcentage)



La récession laissera ses traces

Évolution du PIB réel au Québec et tendance

(en milliards de dollars de 2002)

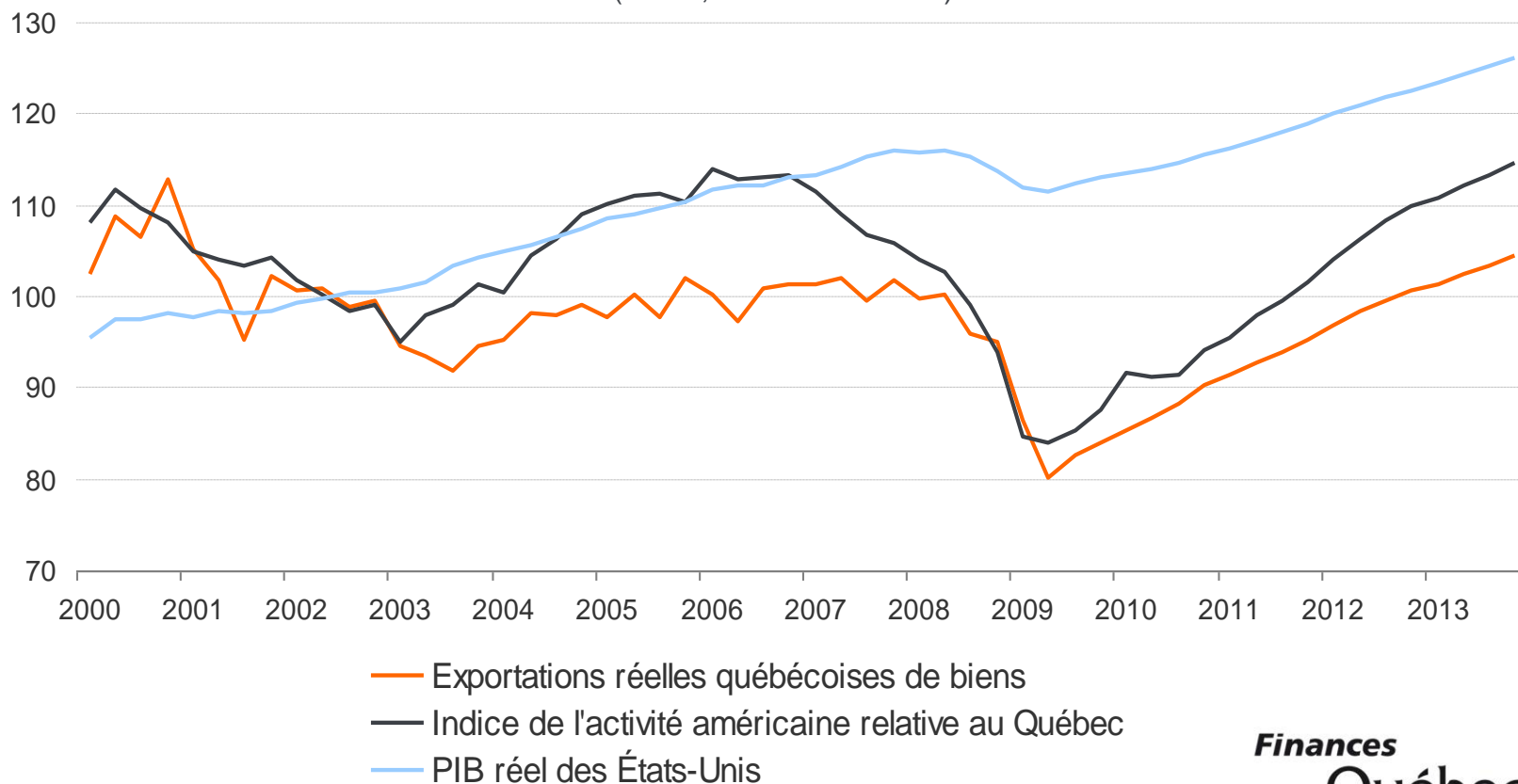


(1) La croissance tendancielle s'est élevée à 2 % au cours des 28 dernières années (1981 à 2008).

La demande sectorielle américaine favorisera les produits du Québec

Indice d'activité économique américaine relative aux exportations québécoises de biens

(indice, année 2002=100)



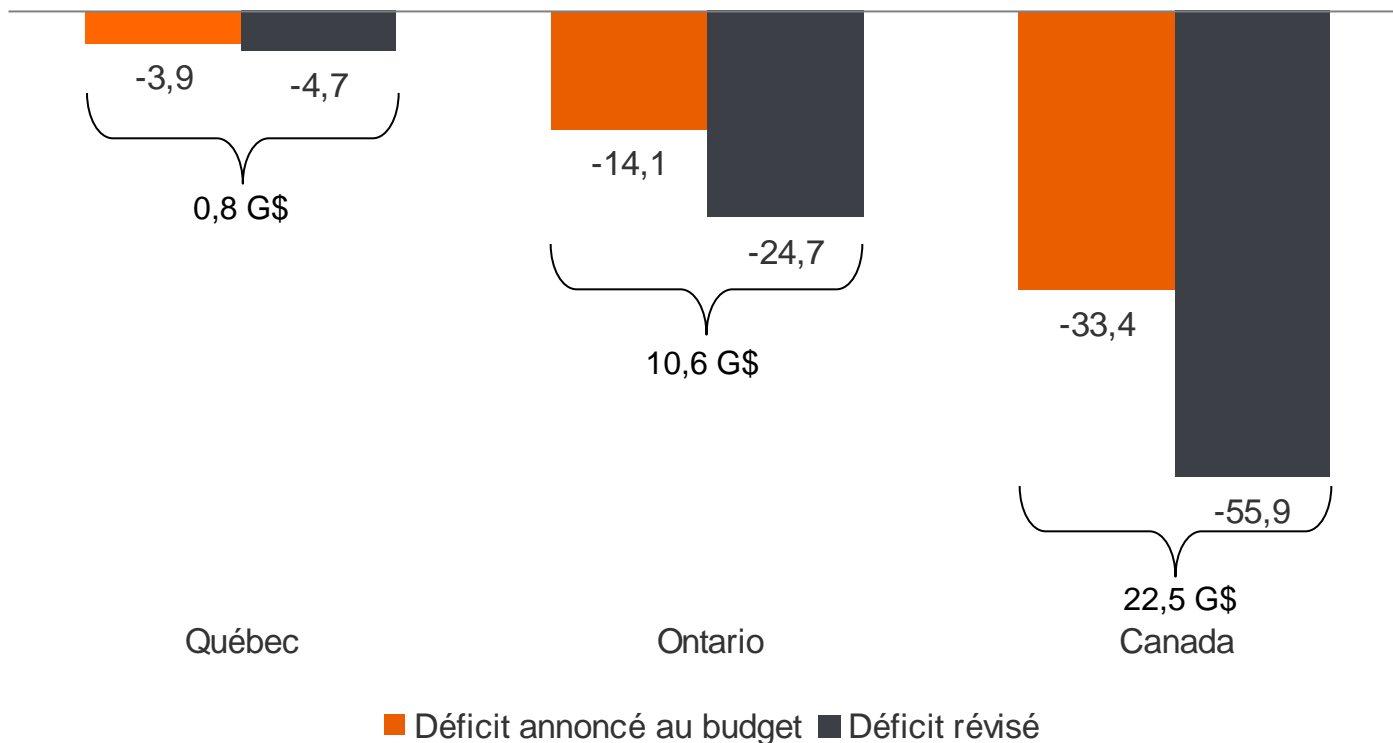


Le cadre financier

Les effets de la récession sur les finances publiques

Déficit révisé pour 2009-2010

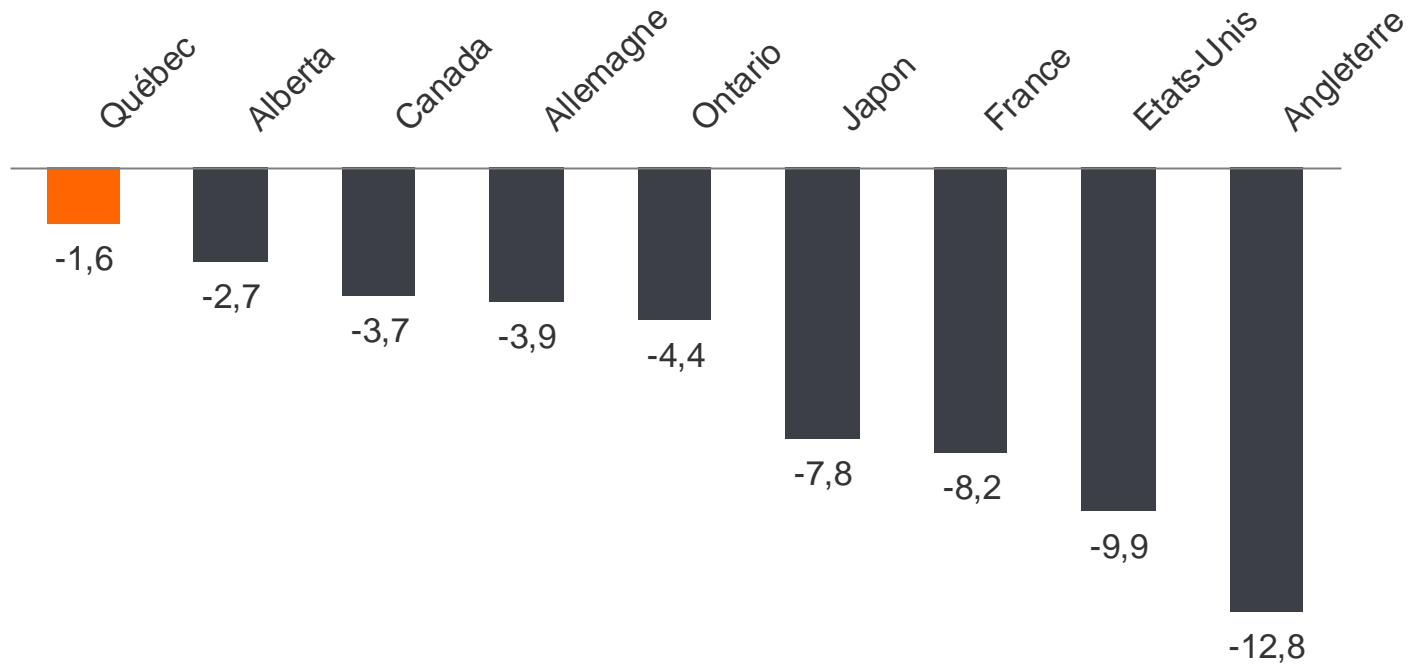
(en milliards de dollars)



Le poids du déficit moins marqué au Québec

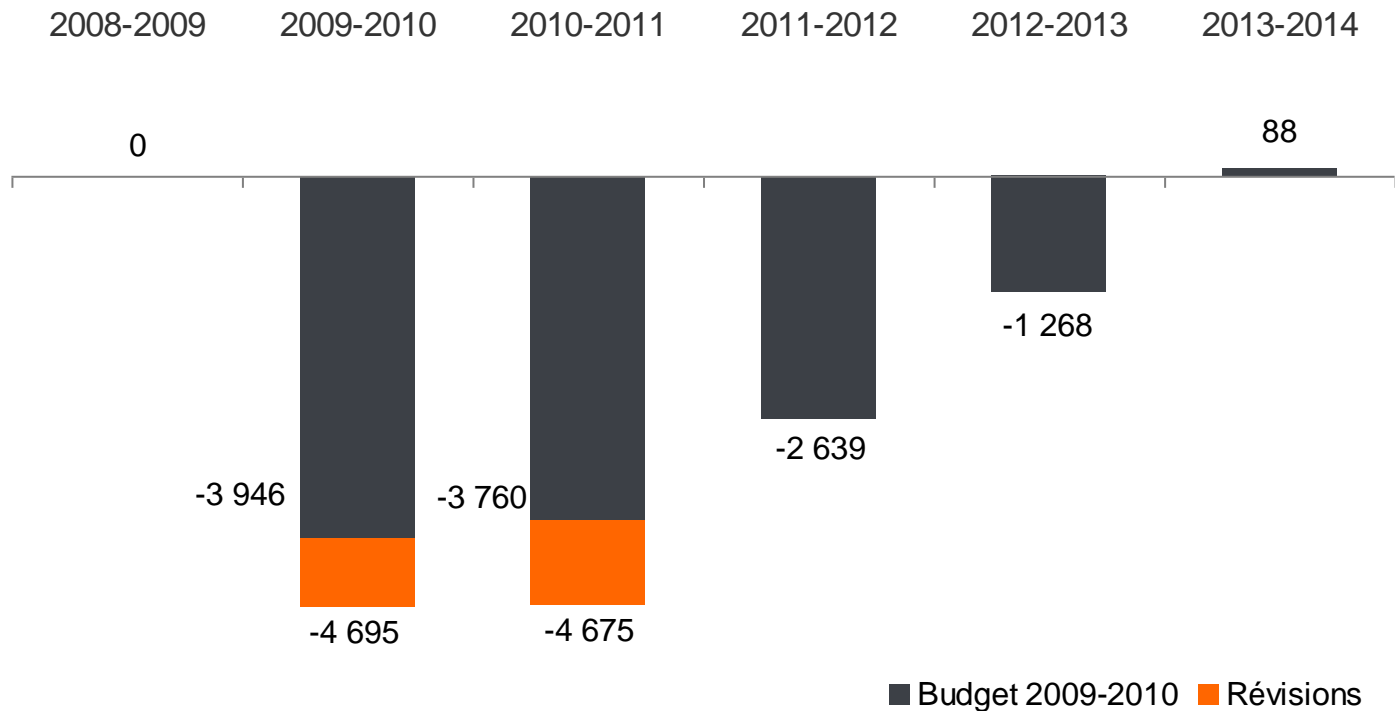
Déficit budgétaire en 2009-2010

(en pourcentage du PIB)



Les impacts sur le cadre financier du gouvernement

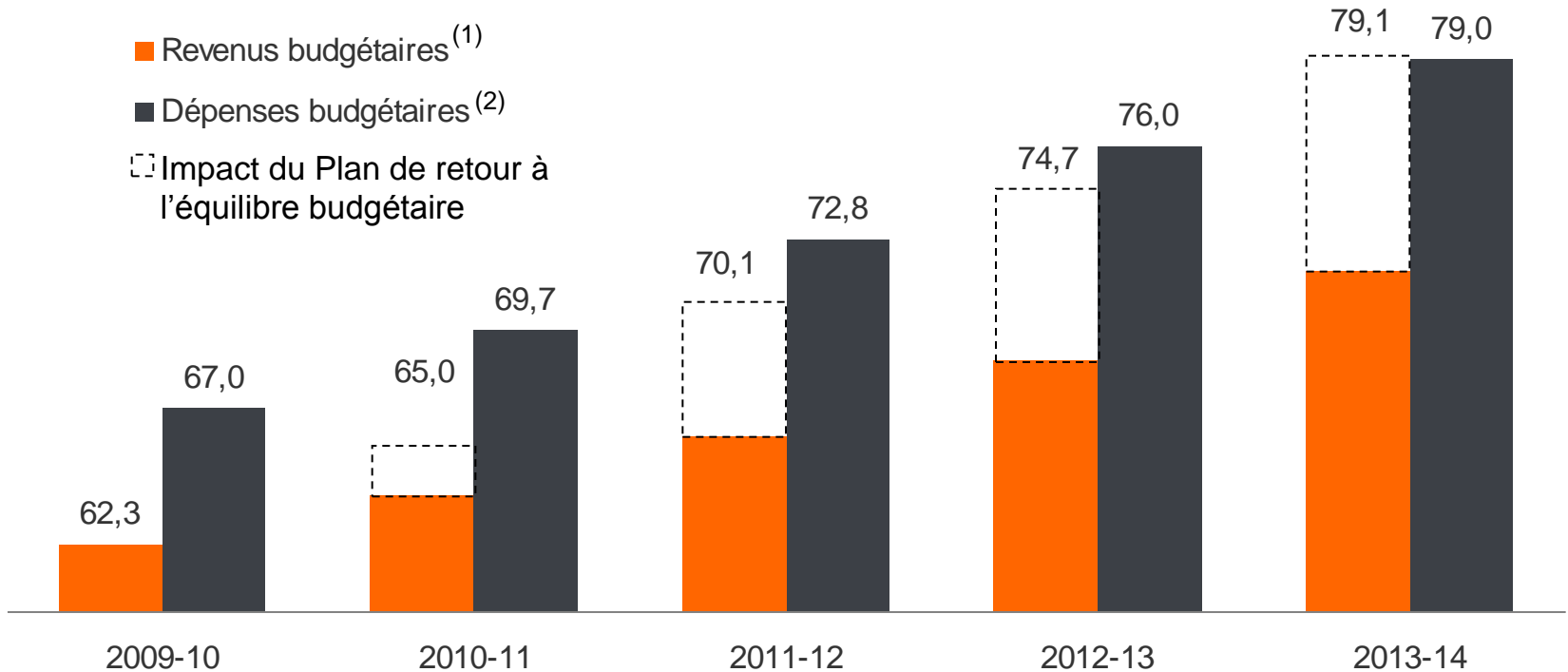
Solde budgétaire après le Plan de retour à l'équilibre budgétaire (en milliards de dollars)



Renouer avec l'équilibre budgétaire

Revenus et dépenses de 2009-2010 à 2013-2014

(en milliards de dollars)



(1) Incluant les résultats nets des entités consolidées, la provision pour manques à gagner aux revenus et la réserve pour stabilisation

(2) Incluant les versements au Fonds des générations et en tenant compte d'une croissance des dépenses de programmes à 3,2 % à compter de 2010-2011

Finances

Québec



Cadre financier quinquennal : éliminer le déficit d'ici 2013-2014

Prévisions budgétaires 2009-2014

(en millions de dollars)

	Prévisions		Projections		
	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES					
Revenus budgétaires					
Revenus autonomes totaux	46 869	48 619	50 886	53 207	55 375
<i>Variation en %</i>	- 4,1	3,7	4,7	4,6	4,1
Transferts fédéraux	15 156	14 966	14 594	14 824	15 593
<i>Variation en %</i>	8,1	- 1,3	- 2,5	1,6	5,2
Total des revenus budgétaires	62 025	63 585	65 480	68 031	70 968
Dépenses budgétaires					
Dépenses de programmes	- 60 139	- 62 049	- 64 019	- 66 050	- 68 145
<i>Variation en %</i>	2,7	3,2	3,2	3,2	3,2
Service de la dette	- 6 154	- 6 764	- 7 796	- 8 912	- 9 768
<i>Variation en %</i>	- 5,4	9,9	15,3	14,3	9,6
Total des dépenses budgétaires	- 66 293	- 68 813	- 71 815	- 74 962	- 77 913
Résultats nets des entités consolidées	155	369	488	612	687
DÉFICIT	- 4 413	- 4 859	- 5 847	- 6 319	- 6 258
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE					
Plan de retour à l'équilibre budgétaire	—	1 065	4 166	6 090	7 474
Fonds des générations	- 715	- 881	- 958	- 1 039	- 1 128
Réserve de stabilisation	433	—	—	—	—
SOLDE BUDGÉTAIRE – AUTOMNE 2009	- 4 695	- 4 675	- 2 639	- 1 268	88

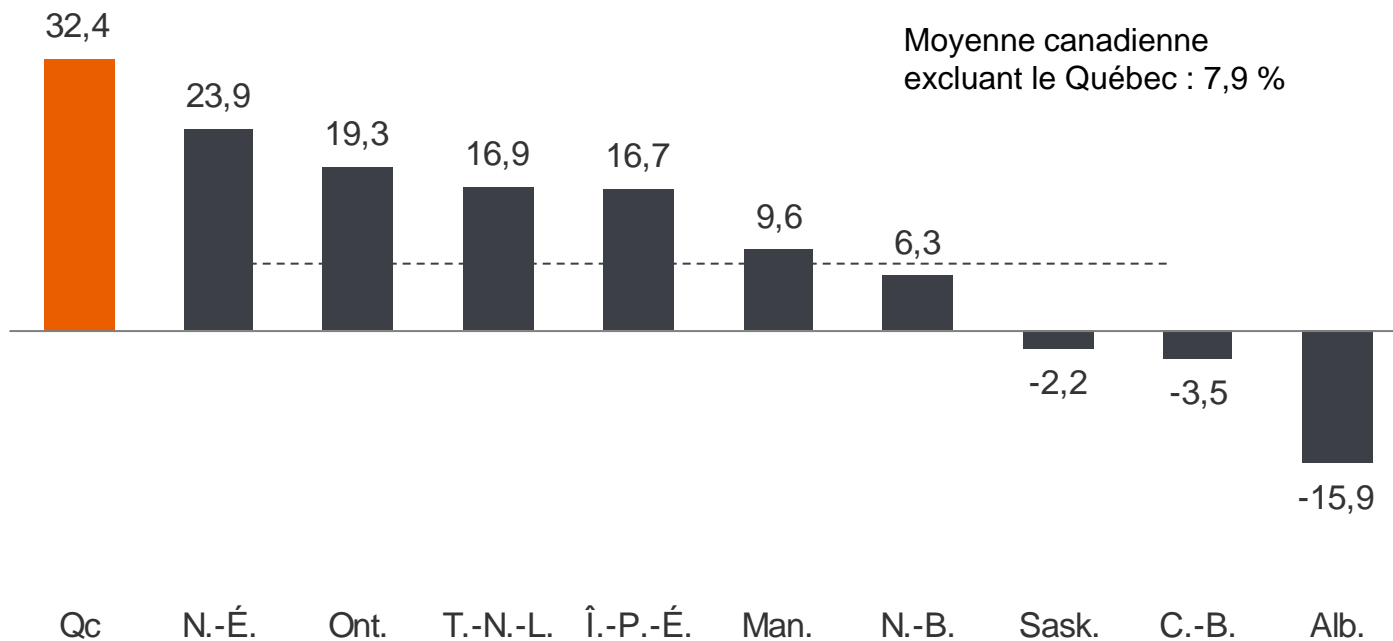
Finances

Québec 

Limiter notre endettement

Dette représentant les déficits cumulés au 31 mars 2009

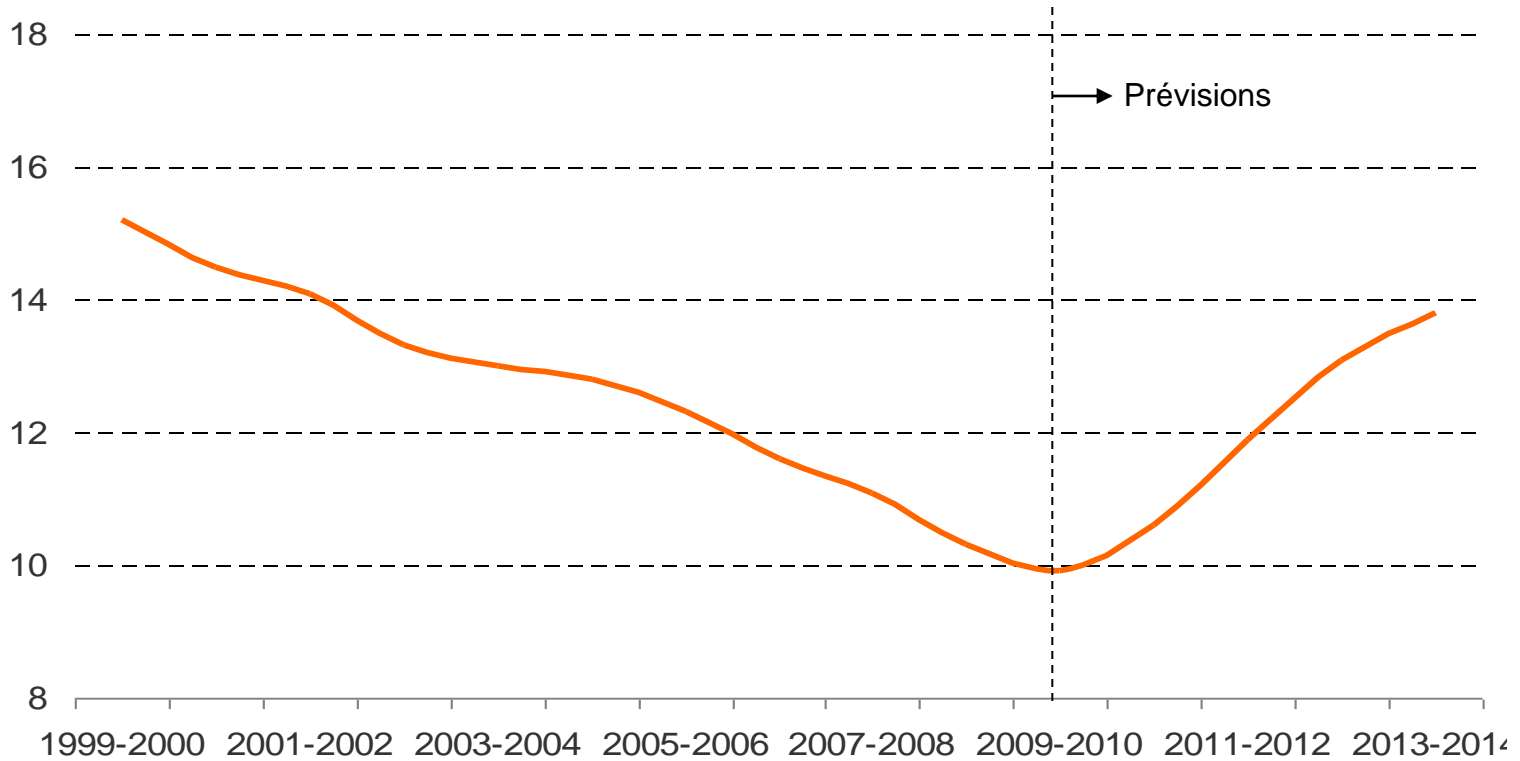
(en pourcentage du PIB)



Limiter notre endettement



Service de la dette
(en pourcentage des revenus totaux)



Une préoccupation des agences de notation



**Cote de crédit
Moody's 2009**



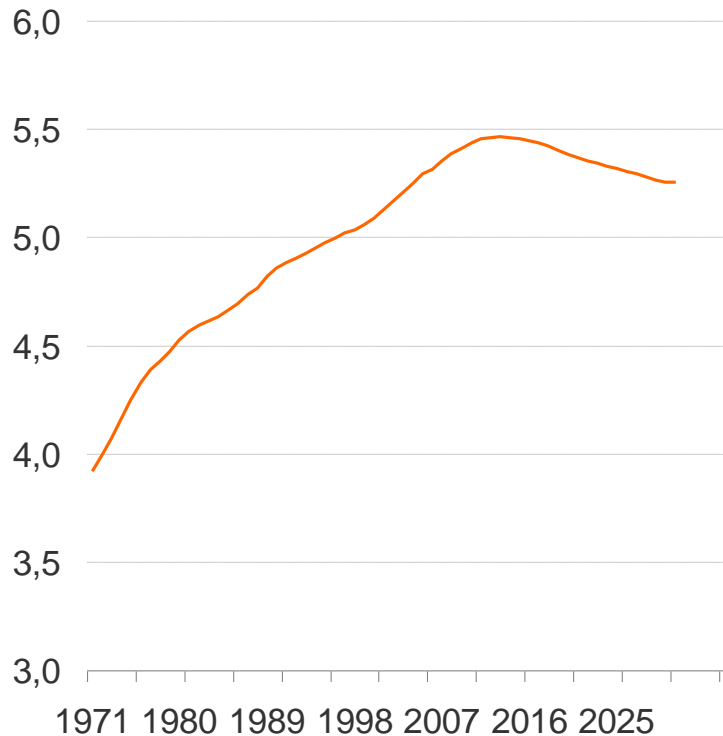
**Cote de crédit
Standard and Poor's 2009**



Se préparer au défi démographique

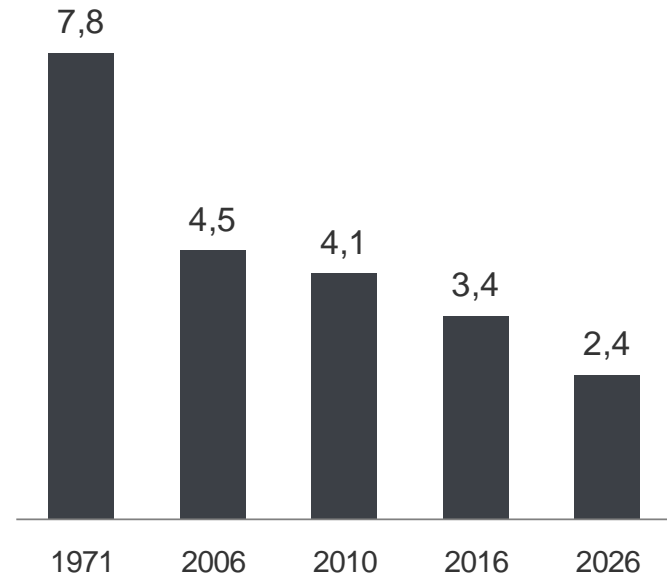


Population âgée de 15 à 64 ans, en millions de personnes
(en million de personnes)



Évolution du nombre de travailleurs par retraité

(population âgée de 20 à 64 ans, en millions de personnes)





Le Plan de retour à l'équilibre budgétaire



Se donner les moyens de protéger nos valeurs

- L'assainissement des finances publiques ne constitue pas une fin en soi
- Plutôt un moyen, incontournable, de protéger et de maintenir la qualité des services publics
 - un système de santé accessible à tous
 - une éducation de qualité
 - des infrastructures renouvelées
 - un soutien indéfectible aux familles, aux aînés et à la culture
 - un fardeau d'endettement équitable envers les générations futures

Poursuivre le plan de retour annoncé au dernier budget

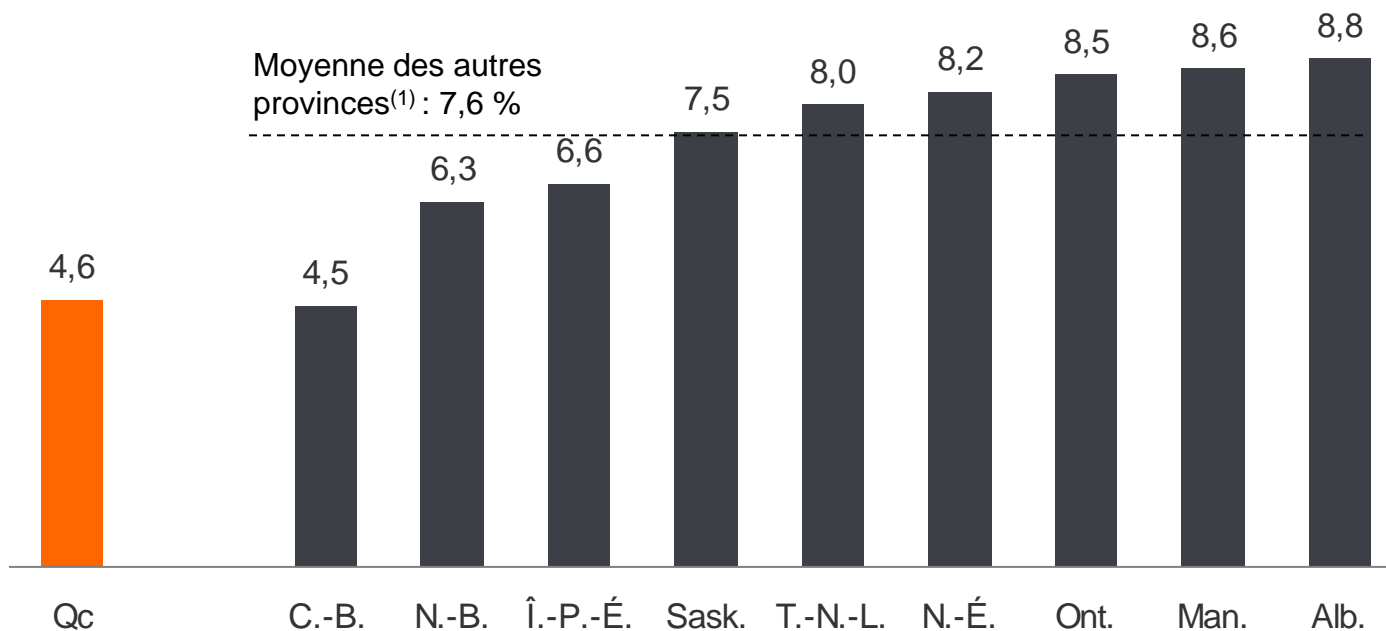
Plan de retour à l'équilibre budgétaire après la mise à jour de l'automne 2009

(en millions de dollars)

	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14
Solde budgétaire avec la croissance des dépenses de programmes à 4,6 %	- 4 695	- 6 609	- 8 611	- 10 172	- 11 284
Efforts pour ramener la croissance des dépenses à 3,2 %	—	869	1 806	2 814	3 898
Solde budgétaire avec maintien de la croissance des dépenses de programmes à 3,2 %	—	- 5 740	- 6 805	- 7 358	- 7 386
Efforts aux revenus					
Mesures annoncées au budget 2009-2010	—	615	1 590	1 950	2 360
Mesures additionnelles à identifier	—	450	2 576	4 140	5 114
Total des efforts aux revenus	—	1 065	4 166	6 090	7 474
Total des efforts aux dépenses et aux revenus	—	1 934	5 972	8 904	11 372
Solde budgétaire – automne 2009	- 4 695	- 4 675	- 2 639	- 1 268	88

Un contrôle des dépenses parmi les meilleurs

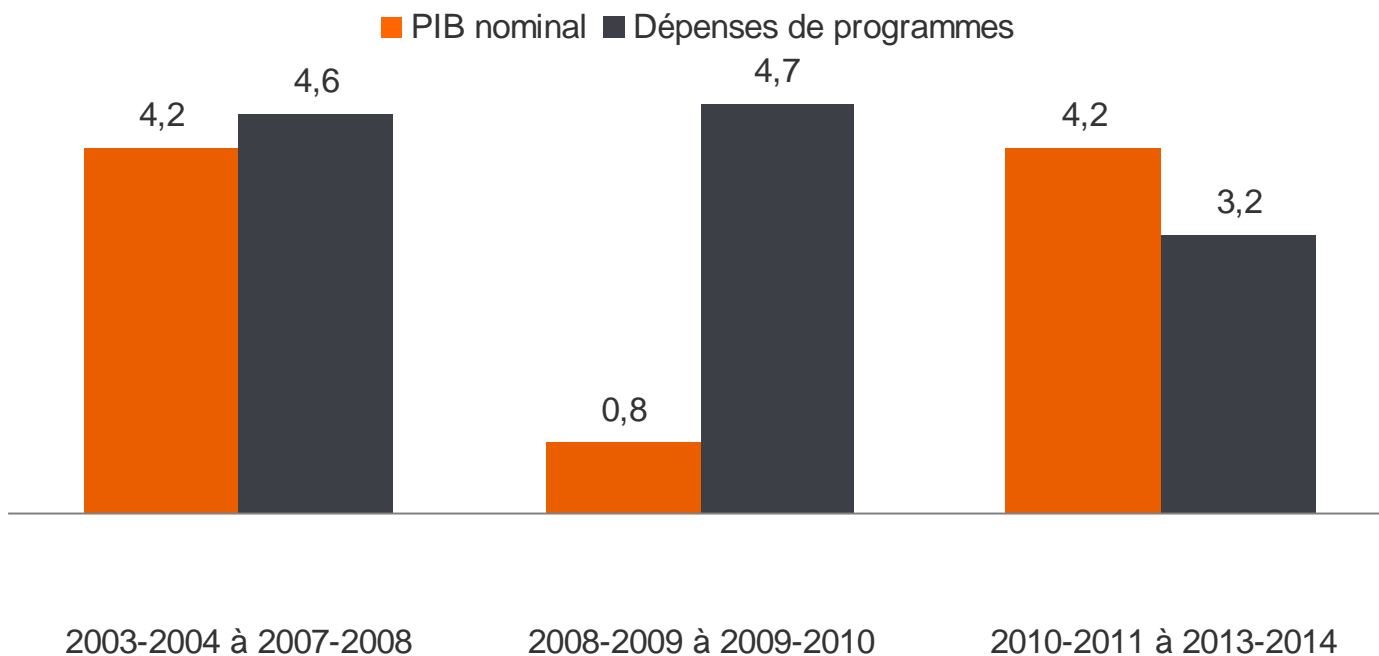
**Croissance annuelle des dépenses de programmes
entre 2003-2004 et 2009-2010**
(en pourcentage)



(1) Moyenne pondérée.

Rétablir l'équilibre entre les dépenses et la capacité de payer

Croissance de l'économie et des dépenses de programmes (en pourcentage)





Des mesures de 2,4 G\$ déjà identifiées

Mesures déjà prévues au Plan de retour à l'équilibre budgétaire

(en millions de dollars)

	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14
Mesures annoncées aux revenus					
Intensification des efforts pour contrer l'évasion fiscale et l'évitement par Revenu Québec	—	200	300	600	900
Indexation de tous les tarifs non indexés à compter du 1 ^{er} janvier 2011, à l'exception des tarifs pour les services de garde	—	15	75	135	195
Hausse du taux de la taxe de vente du Québec de 7,5 % à 8,5 % à compter du 1 ^{er} janvier 2011	—	400	1 215	1 215	1 265
Total des mesures annoncées aux revenus	—	615	1 590	1 950	2 360

Des gestes additionnels à identifier pour atteindre nos objectifs

Effort additionnel pour retrouver l'équilibre budgétaire d'ici 2013-2014 après les révisions de l'automne 2009

(en millions de dollars)

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14
Budget 2009-2010 : mesures à identifier	- 450	- 1 343	- 2 809	- 3 770
Effort additionnel constaté lors du <i>Point sur la situation économique et financière du Québec</i> afin de maintenir les cibles prévues au Plan de retour à l'équilibre budgétaire à compter de 2011-2012	—	- 1 233	- 1 331	- 1 344
Total des mesures additionnelles à réaliser	- 450	- 2 576	- 4 140	- 5 114
Révisions des mesures à identifier				
2010-2011	- 450	- 450	- 450	- 450
2011-2012	—	- 2 126	- 2 126	- 2 126
2012-2013	—	—	- 1 564	- 1 564
2013-2014	—	—	—	- 974
TOTAL DES MESURES ADDITIONNELLES À RÉALISER	- 450	- 2 576	- 4 140	- 5 114

Finances

Québec 



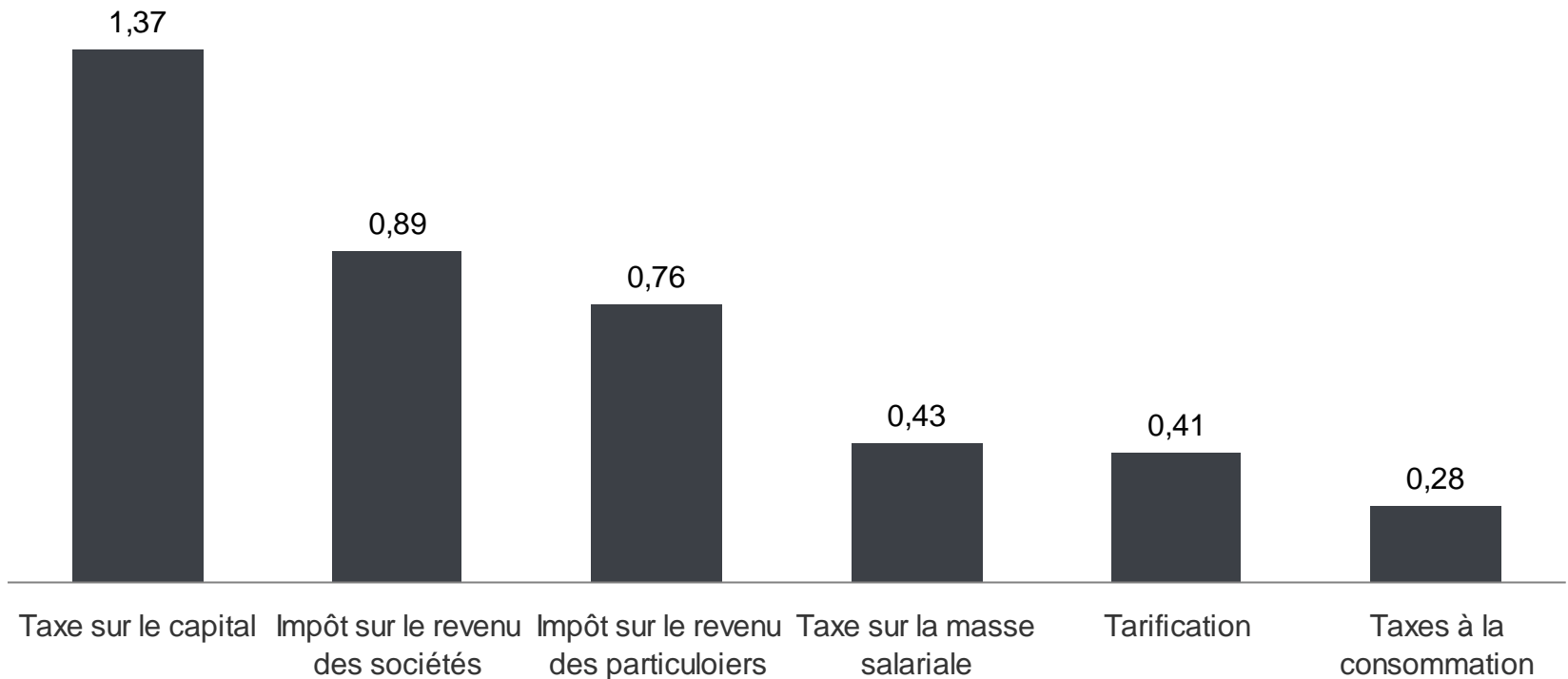
Employer les bons moyens

- Les principes d'équité préconisés par le gouvernement
- Tenir compte des moyens à utiliser afin d'en limiter l'impact sur la croissance économique
- Miser sur une approche équilibrée entre les moyens à prendre pour limiter la croissance des dépenses et l'instauration de nouvelles mesures visant à hausser les revenus

L'avantage de taxer la consommation plutôt que la production est reconnu

Coût à long terme d'une hausse d'impôt, de taxe et de tarification

(coût en dollar de PIB du Québec de chaque dollar additionnel prélevé)



Le Québec doit demeurer compétitif quant à l'impôt des particuliers

Impôt des particuliers

Écart de fardeau fiscal entre le Québec et les autres provinces en appliquant la structure de taxation des autres provinces au Québec

(en dollars)

	2003	2008	2009
Écart Québec – autres provinces			
Alberta	4 449	3 589	5 127
Colombie-Britannique	3 569	3 292	3 109
Ontario	5 642	2 735	2 648
Saskatchewan	2 394	2 535	2 645
Terre-Neuve-et-Labrador	- 965	109	760
Nouveau-Brunswick	1 701	- 341	289
Manitoba	692	- 702	-856
Nouvelle-Écosse	664	- 898	- 1 083
Île-du-Prince-Édouard	1 063	- 832	-1 123
Écart moyen	2 134	1 054	1 280
Écart par rapport à 2003 (en %)		- 50,6	- 40,0

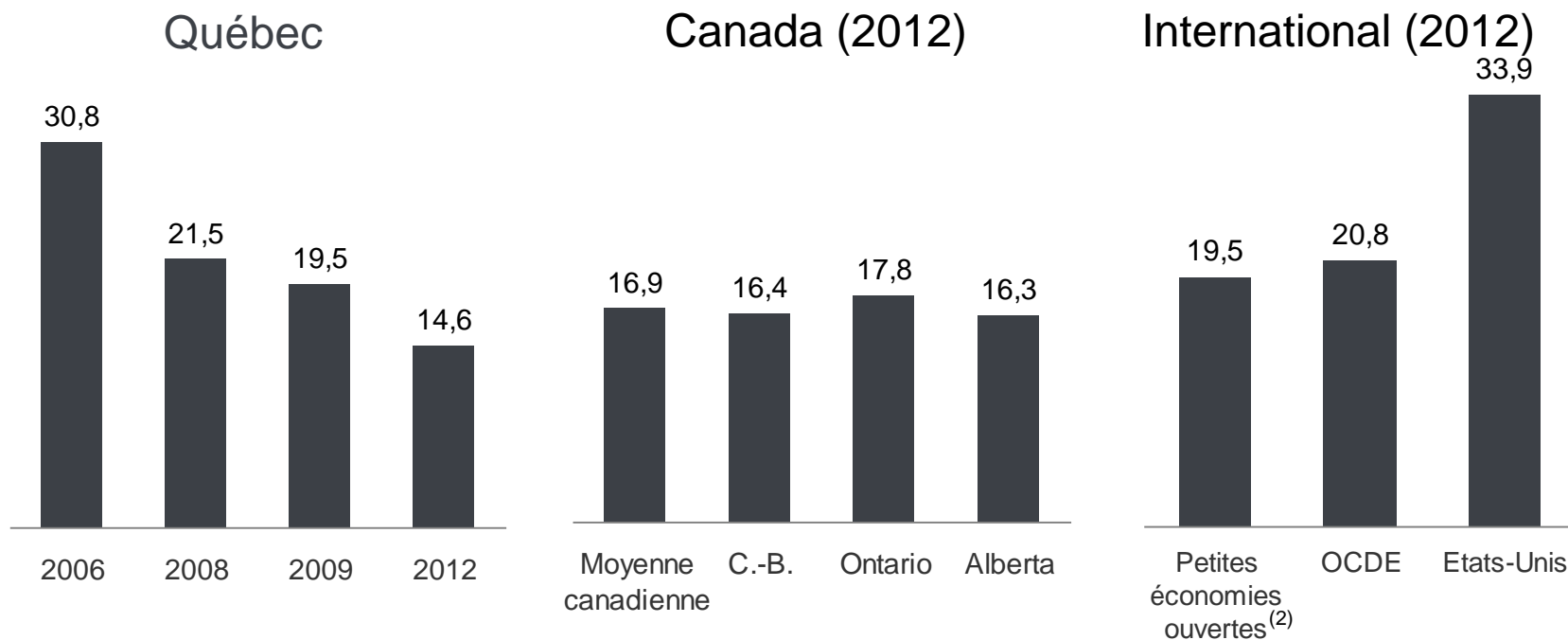
Finances

Québec 

Le régime fiscal du Québec doit demeurer compétitif pour les entreprises québécoises

Comparaison des taux effectifs marginaux d'imposition sur l'investissement (TEMI)⁽¹⁾

(en pourcentage)



(1) Les TEMI sont des indicateurs de l'incidence du régime fiscal sur les nouveaux investissements. Ils représentent l'effet de l'ensemble des charges et règles fiscales qui influencent le rendement du capital investi. Ils tiennent compte, notamment, de la taxe sur le capital, de la taxe de vente, de l'impôt sur le revenu des sociétés, des règles et des taux d'amortissement, ainsi que des méthodes de comptabilisation des inventaires.

(2) Économies qui dépendent fortement d'échanges commerciaux avec des partenaires économiques de plus grande taille. Par exemple, la Suisse, l'Australie, l'Irlande, la Suède et la Norvège sont des petites économies ouvertes.

Sources : Institut C.D. Howe et ministère des Finances du Québec.



Viser un équilibre dans le financement des services publics



	Public	Mixte	Privé
Type de biens et services publics	Justice Sécurité Protection de l'environnement	Santé Éducation Transport en commun	Assurance automobile Électricité Traversier
Provenance du financement	0 % -	Tarification	100 % +
	100 % +	Impôts et taxes	0 % -

Source : Rapport du Groupe de travail sur la tarification des services publics, gouvernement du Québec, 2008.

Les Québécois paient moins de tarifs que la moyenne canadienne (5 G\$)



Revenus de tarification des organisme dépendant du gouvernement du Québec – Écart par rapport à la moyenne canadienne, 2006-2007

	Revenus	Écart par rapport à la moyenne canadienne	
		(en M\$)	(en \$/ hab.)
Ministères, organismes et réseaux			
Ministères, organismes et fonds spéciaux	3 522	163	21
Réseau de la santé	1 439	433	57
Réseau de l'éducation ⁽¹⁾	1 681	916	120
Sous-total – Ministères, organismes et réseaux	6 642	1 512	198
Autres sources de tarification			
Tarifs d'électricité (Hydro-Québec)	9 402	2 326	304
Services de garde à 7 \$ ⁽²⁾	518	1 145	149
Assurances	5 605	—	—
Sous-total – Autres sources de tarification	15 525	3 471	453
TOTAL	22 167	4 983	651

Note : (—) : ne s'applique pas.

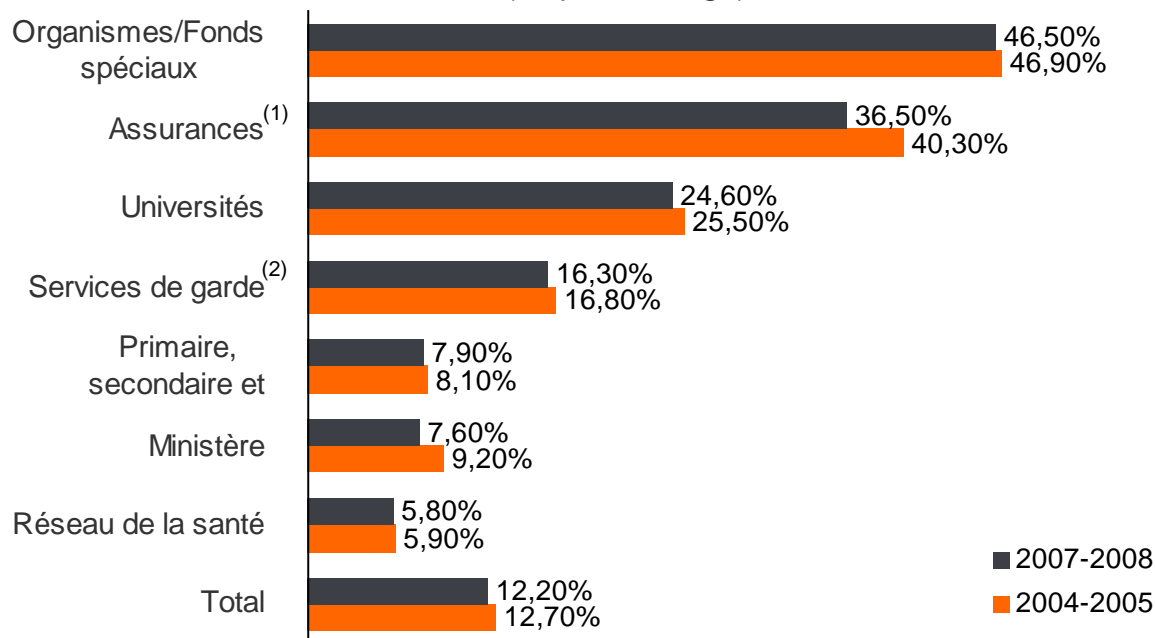
(1) Éducation supérieure et commissions scolaires.

(2) Centre de la petite enfance, garderie en milieu familial et service de garde en milieu scolaire.

Un partage variable du coût des services publics

Proportion des revenus de tarification en fonction des coûts de l'ensemble des services publics

(en pourcentage)



(1) Assurance médicaments, assurance stabilisation des revenus agricoles et assurance récolte. Excluant la SAAQ, la CSST et le régime québécois d'assurance parentale qui n'a été mis en place qu'en 2006.

(2) Centres de la petite enfance et garderies en milieu familial.





Des choix qui nous concernent tous

- Prochaine étape : consultations prébudgétaires
- Discussions sur les choix à faire et des moyens à prendre pour atteindre nos objectifs
- Obtenir l'adhésion des Québécois